

Série de bulletins politiques : Migration, environnement et changement climatique

ISSN 2415-1211

Numéro 8 | vol. 1 | décembre 2015

La Série de bulletins politiques : Migration, environnement et changement climatique est produite dans le cadre du projet « Migration, environnement et changements climatiques : Données à l'usage des politiques ». Ce projet est financé par l'Union européenne et mis en oeuvre par l'OIM à travers un consortium de six partenaires de recherche.



Maison abandonnée dans la périphérie de Gonaïves, Haïti, affecté par des graves inondations en 2004 et 2008.
© OIM 2014 (Photo : Susanne Melde)

Quand est-ce que les ménages bénéficient de la migration ?

Aperçus issus de milieux vulnérables en Haïti

Andrea Milan (UNU-EHS)
Susanne Melde (OIM)
Noemi Cascone (UNU-EHS)
Markus Schindler (UNU-EHS)
Koko Warner (UNU-EHS)

Introduction

Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain. Sa topographie escarpée ainsi que sa situation géographique rendent le pays particulièrement vulnérable aux catastrophes hydrométéorologiques. Les impacts environnementaux sont souvent exacerbés par une mauvaise gestion des ressources naturelles et par des mesures de prévention et de protection inadéquates, qui touchent à la fois les moyens de subsistance et le développement économique du pays.

La culture intensive du café en vue de l'exportation et l'exploitation du bois contribuent à l'acidification et à l'érosion du sol, menant ainsi à un état de dégradation environnemental général. L'importance du déboisement a également contribué à la faible résilience du pays face aux aléas naturels (Oxfam, 2014).

Parmi les réponses possibles à la situation précaire d'Haïti, ce Bulletin politique reprend de nouveaux résultats de



Ce projet est financé par
l'Union européenne



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Ce projet est mis en oeuvre par
l'Organisation internationale pour les migrations



UNITED NATIONS
UNIVERSITY

UNU-EHS

Institute for Environment
and Human Security

recherche ayant des incidences sur la mobilité interne et internationale des Haïtiens. En fait, la migration fait partie intégrante de l'histoire d'Haïti et constitue un facteur de plus en plus déterminant pour l'économie nationale, notamment au travers des rapatriement de fonds. Entre 1999 et 2013, le montant des rapatriement de fonds des diasporas haïtiennes a quadruplé, passant de 422 millions à 1 781 millions de dollars E.-U. (Banque mondiale, 2015a). En 2013, le rapatriement de fonds haïtiens équivalaient à 21 % du PIB ce qui représentait alors le plus grand rapport de la région d'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) (Banque mondiale, 2015b).

Ce Bulletin politique se base sur le Rapport d'Enquête sur Haïti à paraître, dans le cadre du projet « Migration, environnement et changement climatique : données à l'usage des politiques (MECLEP) » (Milan, Melde et Cascone, à paraître). Cette étude de cas explore comment les différentes formes de mobilité humaine peuvent contribuer ou entraver l'adaptation face aux changements environnementaux et climatiques. Ce rapport analyse également comment ces formes de mobilité sont en lien avec la vulnérabilité des ménages dans trois municipalités haïtiennes, et comment les résultats se rapportent aux politiques nationales, y compris au projet de politique nationale migratoire d'Haïti (actuellement en discussion).

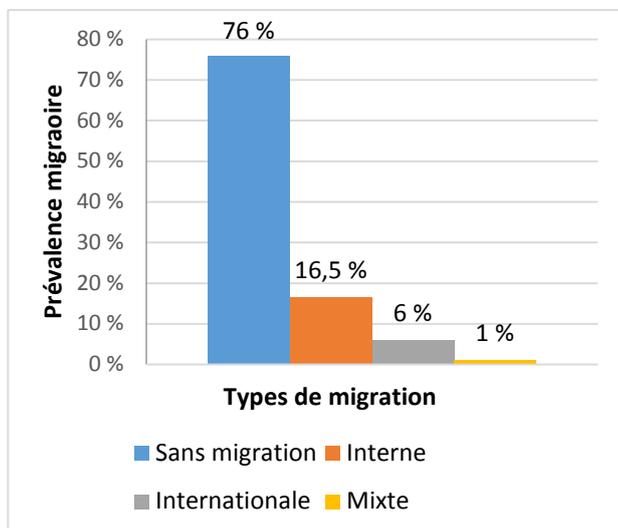
L'Enquête en Haïti dans le cadre du Projet MECLEP

Les données du projet « MECLEP » en Haïti ont été collectées entre janvier et avril 2015 dans trois régions distinctes du pays : la capitale Port-au-Prince,

Gonaïves et La Marmelade. Ces municipalités ont été sélectionnées en raison de leur grande vulnérabilité face à la dégradation de l'environnement et aux événements soudains, tels que les inondations (les Gonaïves, 2004 et 2008), les tremblements de terre (Port-au-Prince, 2010) et la déforestation (La Marmelade). La relation entre la vulnérabilité des ménages et les différentes formes de mobilité a ensuite été analysée par l'Université des Nations Unies pour la Sécurité Humaine et l'Environnement (UNU-EHS). Pour ce faire, la méthode de l'Indicateur de Pauvreté à Corrélation Sensible (Rippin, 2011) fut adaptée au concept de vulnérabilité et fut donc appelé l'Indicateur de Vulnérabilité à Corrélation Sensible (IVCS). Cette méthode permet d'évaluer le niveau global de vulnérabilité des ménages en mesurant leur niveau de vulnérabilité dans différentes dimensions de leur quotidien (Rippin, 2011). De plus, cet indicateur combine les indicateurs de l'indice de vulnérabilité sans nécessiter de seuil arbitraires. Pour cette analyse, l'index de vulnérabilité est composé de six dimensions. Les dimensions sont équipondérées et reposent sur un ensemble de 22 variables indicatrices (voir tableau 1) (Milan, Gioli et Afifi, 2015).

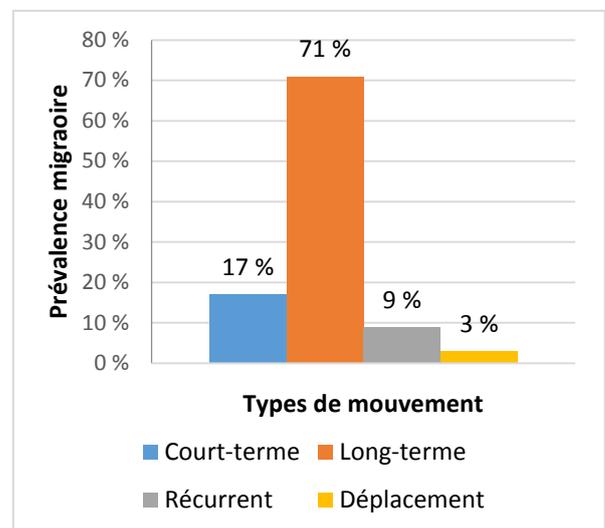
La décomposition de l'indice de vulnérabilité par dimensions révèle que certaines dimensions exercent plus d'influence sur la vulnérabilité des ménages que d'autres. « Le logement et l'environnement », ainsi que « la santé et la nutrition » sont les dimensions témoignant de la plus grande vulnérabilité des répondants. Ensuite vient la dimension du « capital social », puis celle de « l'inclusion sociale » et enfin la dimension « économique ». La dimension de « l'éducation », quant à elle, semble être la moins problématique.

Figure 1 : La prévalence de la migration au niveau du ménage



Source : Enquête auprès des ménages MECLEP, 2015.

Figure 2 : Types de mouvements (au sein des ménages migrants)



Source : Enquête auprès des ménages MECLEP, 2015 .

Tableau 1 : Dimensions et indicateurs de la vulnérabilité

Dimensions	Indicateurs
Economique	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le ménage a moins de deux sources de revenus 2. Le rapport de dépendance est en dessous de la moyenne 3. Le chef de ménage est au chômage ou inactif 4. Le ménage ne possède ni terrain ni maison 5. Le ménage compte moins de deux actifs
Education	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le chef de ménage est analphabète 2. Au moins un enfant ne fréquente pas l'école
Santé et nutrition	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le ménage n'a pas accès aux soins de santé 2. Le ménage a en permanence un membre malade ou blessé 3. Le ménage n'a pas accès à l'eau potable au moins une fois par semaine 4. Le ménage n'a pas suffisamment de nourriture pour trois repas par jour
Logement et environnement	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le ménage n'a pas pris de mesures contre les futurs désastres naturels 2. Le ménage n'a pas accès à l'électricité 3. Les murs et le toit ne sont pas faits avec des matières résistantes 4. Dans les derniers 10 ans, le ménage a été exposé à au moins un évènement naturel
Capital social	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le ménage n'appartient à aucune organisation 2. Le ménage n'a pas accès à un téléphone mobile 3. Le ménage ne peut compter sur l'aide de personne 4. Le ménage n'a pas accès aux crédits de type formel
Inclusion sociale	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le ménage a eu des problèmes de sécurité dans l'année 2. Le ménage a connu de la discrimination 3. Le ménage n'a pas accès aux crédits de type informel



Vue de Gonaïves, une des zones fortement inondées en Haïti après qu'une série de tempêtes tropicales se soient abattues sur le pays en août 2008 et qui ont touché environ 800 000 personnes dans le pays. © OIM, 2008

Au sein de la dimension propre au « logement et à l’environnement », l’analyse montre que le fait d’être exposé à des risques influence en-soi à peine la décision de migrer. Cependant, les ménages qui ont pris des mesures d’adaptation face aux risques environnementaux ont tendance à avoir au moins un migrant dans la famille. Ceci s’avère également vrai quant à la probabilité d’avoir une maison qui est construite à partir de matériaux résistants.

Migration et vulnérabilité des ménages : résultats de l’étude MECLEP

Les figures 3 à 6 montrent les niveaux de vulnérabilité associés aux formes de mobilité les plus répandues parmi les ménages. Dans cette section, nous mettons en évidence quelques points intéressants qui se dégagent de l’interprétation de ces chiffres et de leur relation avec l’analyse plus générale menée dans l’étude de cas MECLEP en Haïti.

Tout d’abord, la figure 3 montre que les ménages sans migrants ont tendance à appartenir au groupe de ménages les plus vulnérables, tandis que ceux qui sont relativement mieux lotis sont plus susceptibles de migrer dans le cadre de leurs stratégies d’adaptation. Les ménages les plus résilients représentent une exception car ils sont également moins susceptibles de migrer que les ménages plus proches de la vulnérabilité moyenne.

Deuxièmement, il y a une nette différence entre les ménages dont les migrants se sont déplacés dans le pays et ceux dont les migrants se sont déplacés à l’étranger. Parmi les ménages avec des migrants internes, conformément aux résultats d’études récentes sur les personnes déplacées en Haïti (Courbage *et al.*, 2013; Sherwood *et al.*, 2014), les ménages dont la forme de migration principale est le déplacement, sont associés avec les plus hauts niveaux de vulnérabilité (figure 4). Parmi les ménages avec des migrants internationaux, au contraire, les ménages dont la forme de migration principale est le déplacement sont les moins vulnérables (figure 5). Les résultats suggèrent donc que les mouvements transfrontaliers à la suite d’un déplacement peuvent être une réponse efficace dans le cadre de catastrophes naturelles. Cependant, nous ne pouvons pas exclure la possibilité que seuls les ménages les plus résistants peuvent se permettre de se déplacer à l’échelle internationale dans le contexte des catastrophes¹.

Troisièmement, quand on regarde les modèles de migration globale (à la fois internes et internationaux), la migration saisonnière / récurrente semble mieux

Figure 3 : Vulnérabilité: Mouvement interne et International

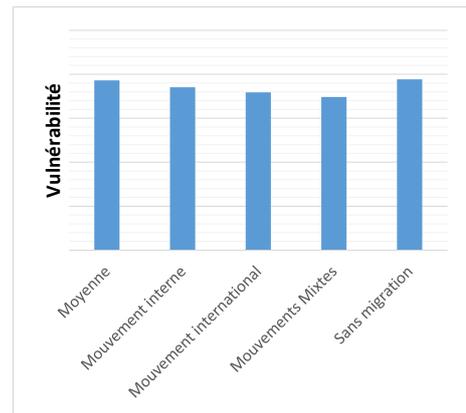


Figure 4 : Vulnérabilité: Types de mouvement

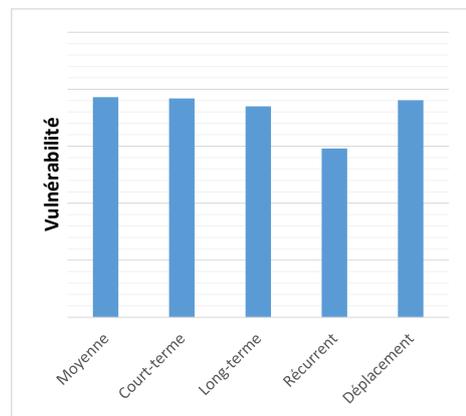


Figure 5 : Vulnérabilité : Types de mouvement internes

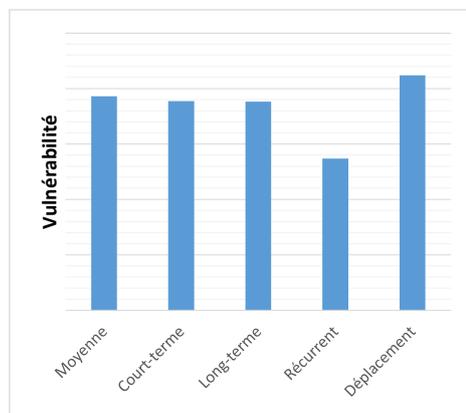
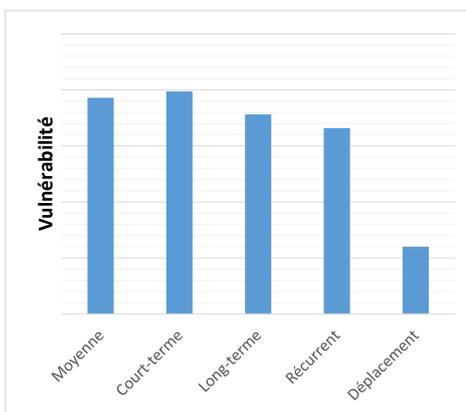


Figure 6 : Vulnérabilité : Types de mouvement internationaux



Source : Enquête auprès des ménages MECLEP.

1 Les données du projet MECLEP ne comprennent pas d’informations sur la situation socioéconomique du ménage au moment de la migration.



Bureau de douane inondé en raison de la montée des eaux d'un lac se situant à proximité, dans la frontière entre Haïti et la République dominicaine. © OIM 2014 (Photo : Susanne Melde)

fonctionner que toute autre forme de migration, peut-être parce que les rapatriements sociaux, tels que les transferts d'idées, de comportement, d'identité et de capital social, et les transferts d'envois fonds financiers et éventuellement en nature peuvent être partagés plus régulièrement (figures 4, 5 et 6).

Une analyse plus approfondie des données indique que de faire partie d'un ménage avec un/plusieurs migrant(s) (au niveau du ménage) et d'être un migrant (au niveau individuel) semble augmenter les probabilités d'obtenir un emploi et d'atteindre un niveau de scolarité plus élevé. Ces résultats démontrent le potentiel d'une bonne politique de migration axée sur une minimisation des risques associés aux diverses formes de mobilité et une maximisation des avantages liés à la migration.

Implications politiques

La mobilité est un aspect important de la vie en Haïti, en particulier la migration rurale-urbaine qui est le mouvement interne prédominant. Le taux d'urbanisation a augmenté de plus de 20 points de pourcentage au cours des 15 dernières années (de 35,6 % en 2000, à 58,6 % en 2015 ; DAES, 2014). Six mois après le tremblement de terre en 2010, des études ont estimé que la population urbaine de la zone métropolitaine de la capitale de Port-au-Prince comptabilisait plus de 52 % de la population ainsi que 71 % des chefs de ménages (Klose, 2011 ; HDS, 2010). Ces mouvements de population sont souvent liés à la dégradation et l'érosion des sols, aux sécheresses, aux inondations ainsi qu'à d'autres phénomènes environnementaux à apparition lente ou soudaine qui ébranlent ou détruisent les moyens de subsistance des Haïtiens. Dans les villes, les migrants internes sont parmi

les plus vulnérables car ils s'installent souvent dans des zones sujettes à d'autres catastrophes, tels que l'érosion des sols et les glissements de terrain.

Sur base des résultats de la récente enquête sur la migration et le déplacement en Haïti, les recommandations suivantes peuvent être faites :

1. Reconnaître en particulier la migration interne dans le cadre de stratégies d'adaptation positives et favoriser son potentiel :

Alors que les mouvements saisonniers et circulaires représentent la stratégie d'adaptation la plus prometteuse, la majorité des ménages se sont déplacés de façon permanente et interne (c.à.d. pour une période d'au moins un an et à l'intérieur du pays). Cependant, ces migrants semblent appartenir à des ménages plus vulnérables que ceux avec d'autres types de migrants. Par conséquent, traiter la migration comme une question de développement profiterait à la fois aux migrants, à leurs familles ainsi qu'à leurs communautés d'origine et de destination. Comme les migrants internationaux ont tendance à être moins vulnérables, il est important de mettre un accent tout particulier sur la migration interne. Celle-ci gagnerait à être intégrée dans le cadre des mesures de développement et de planification urbaine (cf. Sherwood, 2014).

2. Prévenir et réduire les risques liés au déplacement :

Les personnes déplacées à l'intérieur du pays par les catastrophes naturelles sont parmi les plus vulnérables. Les programmes de migration de main-d'œuvre temporaire, circulaire ou saisonnière pourraient aider à réduire les risques liés au déplacement en diversifiant les sources de revenus et

en augmentant la résilience des ménages, tout comme la réinstallation planifiée de déplacés internes en dehors des camps (Courbage *et al.*, 2013).

3. Une approche tenant compte du genre :

Les résultats ont montré que les ménages dirigés par des femmes sont beaucoup plus à risque que ceux dirigés par des hommes. Les politiques relatives à la migration, au développement, au changement climatique ainsi qu'à la réduction des risques de catastrophe devraient donc avoir notamment pour objectifs d'aider les femmes et leurs familles.

En outre, la politique de migration d'Haïti qui est actuellement en discussion inclut un volet sur son lien avec l'environnement. Cependant, les rapports entre la vulnérabilité des ménages et la migration interagissent dans plusieurs domaines politiques. Ainsi, ces différents domaines pourraient bénéficier de l'intégration de la migration comme facteur favorable (Warner *et al.*, 2013). Par exemple, la contribution décidée au niveau national par Haïti en amont de la conférence Paris 2015 (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) mentionne la migration et la réimplantation des communautés comme stratégies d'adaptation possibles face au changement climatique (en particulier en ce qui concerne le risque d'inondations dans les zones côtières) et s'engage à la production et à la diffusion des connaissances sur la migration et le changement climatique dans les écoles et les universités. Nous espérons que ceci est seulement la première étape vers une plus grande intégration de la migration dans tous les autres processus politiques importants.

Liste de Références

Banque Mondiale

- 2015a Personal remittances, received (current USD). Disponible à l'adresse : <http://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.CD.DT>
- 2015b Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook. Special Topic: Financing for Development. Migration and Remittances team, Development Prospects Group. Banque Mondiale, Washington, D.C.

Courbage, Y. *et al.*

- 2013 *Quelles solutions après le séisme en Haïti ? Une enquête auprès des déplacés internes (avril 2012)*. ACPOBS/2013/PUB03. OIM, Bruxelles. Disponible à l'adresse : <https://publications.iom.int/system/files/pdf/quelles.pdf>

- Département des affaires économiques et sociales (DAES)
2014 *World Urbanization Prospects. The 2014 Revision*. Disponible à l'adresse : www.un.org/en/development/desa/population/theme/urbanization/index.shtml (consulté le 22 octobre 2015).

Haïti Data Service (HDS)

- 2010 Mouvements de population dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince avant et après le séisme de 2010. Disponible à l'adresse : http://unfpaHaïti.org/pdf/Migration_PAP-FINAL.pdf (consulté le 18 juillet 2014).

Klose, C.D.

- 2011 Evidence for higher tropical storm risks in Haïti due to increasing population density in hazard prone urban areas. *Environmental Research Letters*, 6, p. 1 à 4.

Milan, A., G. Gioli et T. Afifi

- 2015 Migration and global environmental change: methodological lessons from mountain areas of the global South. *Earth System Dynamics*, 6, p. 375 à 388.

Milan, A., S. Melde et N. Cascone

- MECLEP Haïti: Une Analyse de la relation entre la vulnérabilité et la migration dans le contexte d'adaptation à la dégradation environnementale et catastrophes*. Rapport: l'enquête auprès des ménages. (A paraître)

OXFAM

- 2014 *Adaptation aux changements climatiques: le cas d'Haïti*. Port-au-Prince. RAPPORTS DE Recherche OXFAM, Oxford. Disponible à l'adresse : www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr-climate-change-resilience-haiti-260314-fr_0.pdf

Pierre, H.

- Migrations, environnement et changements climatiques en Haïti : Défis, enjeux et politiques*. OIM, Genève. (A paraître)

Rippin, N.

- 2011 A Response to the Weaknesses of the Multidimensional Poverty Index (MPI): The Correlation Sensitive Poverty Index (CSPI). *German Development Institute Briefing Paper* 19/2011. Disponible à l'adresse : www.die-gdi.de/uploads/media/BP_19.2011.pdf

Sherwood, A. *et al.*

- 2014 *Supporting Durable Solutions to Urban, Post-Disaster Displacement: Challenges and Opportunities in Haiti*. Brookings et OIM, Washington, D.C. et Genève. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/system/files/pdf/supporting_durable_solutionstodisplacement_haiti_feb2014_brookings.pdf

Warner, K. et T. Afifi

- 2014 *Where the rain falls: Evidence from 8 countries on how vulnerable households use migration to manage the risk of rainfall variability and food insecurity.* Climate and Development, 6:1, p. 1 à 17, DOI: 10.1080/17565529.2013.835707. Disponible à l'adresse : <http://dx.doi.org/10.1080/17565529.2013.835707>

Warner, K. et al.

- 2013 *Changing climates, moving people: Framing migration, displacement and planned relocation.* Policy Brief No. 8. Bonn: United Nations University Institute for Environment and Human Security (UNU-EHS).
- 2014 *Integrating Human Mobility Issues within National Adaptation Plans.* Policy Brief No.9. United Nations University Institute for Environment and Human Security (UNU-EHS), Bonn.

Lectures supplémentaires

Le Groupe de la Banque Mondiale (World Bank Group)

- 2011 *Haiti: Climate risk and adaption country profile: vulnerability, risk reduction, and adaptation to climate change, the global facility for disaster reduction and recovery, the global support program of the climate investment funds, and the climate change team of the environment department of the World Bank.*

Warner, K. et al.

- 2012 *Where the Rain Falls: Climate Change, Food and Livelihood Security, and Migration.* Global Policy Report of the Where the Rain Falls Project. Bonn: CARE France et UNU-EHS.

Wrathall, D.

- 2015 *Differentiated migration as community disassembly: resilience perspectives on catastrophic disturbances in livelihood systems.* UNU-EHS Working Paper Series, No. 10. Bonn: United Nations University Institute of Environment and Human Security.

Comité de rédaction

- **Frank Laczko**
Centre mondial d'analyse de données migratoires (GMDAC en anglais), OIM
- **Dina Ionesco**
Migration, Environnement et Changements Climatiques, OIM
- **Susanne Melde**
Migration, environnement et changement climatique : Données à l'usage des politiques, OIM
- **Sieun Lee**
Migration, environnement et changement climatique : Données à l'usage des politiques, OIM
- **François Gemenne**
Université de Versailles Saint-Quentin
- **Jeanette Schade et Kerstin Schmidt**
Université de Bielefeld
- **Nathalie Perrin et Julia M. Blocher**
Centre d'Etudes de l'éthnicité et des migrations, Université de Liège
- **Henri Entzinger et Peter Scholten**
Centre de recherche sur la citoyenneté, les migrations et la ville, Université Erasmus de Rotterdam
- **Jorge Mora Alfaro, Allen Cordero et Guillermo Lathrop**
Faculté latino-américaine de sciences sociales
- **Koko Warner et Noemi Cascone**
Institut pour l'environnement et la sécurité humaine, Université des Nations Unies
- **Pedro Wilfredo Lozano**
Centre de recherches et d'études sociales, Université ibéro-américaine
- **Le Anh Tuan**
Institut de recherche sur le changement climatique, Université de Càn Tho, Institut DRAGON
- **Etienne Piguet**
Institut de Géographie, Université de Neuchâtel

Contact

Pour discuter de tout aspect de la Série de bulletins politiques : Migration, environnement et changement climatique, ou pour soumettre un article, veuillez contacter:

Frank Laczko (flaczko@iom.int)
Susanne Melde (smelde@iom.int)
Sieun Lee (silee@iom.int)
MECLEP (MECLEP@iom.int)

Site web

La Série de bulletins politiques : Migration, environnement et changement climatique peut être consultée et téléchargée sur le site de la Librairie en ligne de l'OIM aux liens suivants <http://publications.iom.int/bookstore> et <http://environmentalmigration.iom.int/fr>.

A propos des auteurs



M. **Andrea Milan** est un associé de recherche à l'Institut universitaire des Nations Unies pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS) à Bonn, et doctorat « GPAC » en Gouvernance et Analyse de Politiques à l'Institut de Recherche Economique et Sociale de l'Université des Nations Unies de Maastricht pour l'Innovation et la Formation (UNU-MERIT) en collaboration avec la Maastricht Graduate School of Governance (MGSOG). M. Milan est le chercheur principal de l'Université des Nations Unies pour l'étude de cas en Haïti du projet « Migration, environnement et changement climatique : données à l'usage des politiques » (MECLEP) et des études de cas sur les îles de Kiribati, Nauru et Tuvalu pour le projet « Pacifique, changement climatique et migration » (PCCM).



Mme **Susanne Melde**, chargée de recherche et politiques migratoires, migration et environnement, et coordinatrice du projet MECLEP au Centre mondial d'analyse de données migratoires (GMDAC en anglais) de l'OIM à Berlin, Allemagne. Ses 8 ans d'expérience à l'OIM se concentrent sur le lien recherche-politiques, en particulier dans les pays du Sud.



Mme **Noemi Cascone** est assistante de recherche à UNU-EHS à Bonn. Elle est titulaire d'une maîtrise (MSc) en politiques publiques et développement humain avec une spécialisation en études sur les migrations de la Maastricht Graduate School of Governance en coopération avec UNU-MERIT. A UNU-EHS Mme Cascone assiste les travaux de recherche relatifs à l'étude de cas en Haïti pour le projet MECLEP ainsi que pour les études de cas sur les îles de Kiribati, Nauru et Tuvalu pour le projet PCCM.



M. **Markus Schindler** est assistant de recherche à UNU-EHS. Auparavant, il a complété la maîtrise en politiques publiques et développement humain avec une spécialisation en études sur les migrations de la Maastricht Graduate School of Governance en coopération avec UNU-MERIT. Dans le cadre de son travail pour l'UNU-EHS, M. Schindler procède à des analyses statistiques et soutient les efforts de recherche pour les études de cas en Haïti, en ligne avec le Projet MECLEP, et sur les îles du Pacifique de Kiribati, Nauru et Tuvalu pour le projet PCCM.



Dr **Koko Warner** étudie les impacts du changement climatique sur les communautés à travers le monde. Le Conseil international des sciences a récemment nommé Dr Warner comme faisant partie du top 20 des femmes qui font des vagues dans le débat sur le changement climatique. Elle est l'auteur principal du Cinquième rapport d'évaluation (Groupe de travail 2 sur l'adaptation) du Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique. Dr Warner apporte ces résultats ainsi que de solutions possibles aux décideurs dans les instances politiques nationales et internationales, telles que les négociations sur le climat de la CCNUCC.

La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne ou de l'OIM.



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

17 route des Morillons, C.P. 17, 1211 Genève 19, Suisse
Tél. : +41 22 717 91 11 • Fax : +41 22 798 61 50 • Courriel : hq@iom.int • Site web : www.iom.int